

SEMAINE DU LUNDI 11 MAI AU DIMANCHE 17 MAI 2015

De la créativité pour faire sortir les aînés

Le Devoir, 5/11/2015, B5 (#réf : 6930)

Daphnée Hacker-B

Longueur : Moyen; Catégorie : Aînés

Mots-clés : Mobilité, Sécurité routière, Vie active

Les projets inusités se multiplient pour sortir les personnes âgées de leur isolement, mais aussi pour rappeler l'urgence d'adapter les rues à la population vieillissante. C'est à Saint-Lin-Laurentides, une petite ville voisine de Terrebonne, que le programme « Un vélo, une ville », qui offre des promenades gratuites en triporteurs aux aînés, a vu le jour en 2009. Il s'est ensuite implanté dans une dizaine de petites municipalités à travers le Québec, donnant des emplois d'été à de jeunes décrocheurs qui ont entamé un retour aux études. La beauté du programme est qu'il permet de réintégrer les aînés dans la communauté, tout en offrant la possibilité aux raccrocheurs de créer des liens intergénérationnels. « Les jeunes sont souvent surpris de constater à quel point les personnes âgées sont isolées... À Saint-Lambert, l'été dernier, un de nos conducteurs a emmené deux aînés prendre un verre sur une terrasse, ils n'avaient pas fait ça depuis 15 ans! » Pour Richard Turgeon, directeur général de Un vélo, une ville ce genre de projet est indispensable pour encourager les personnes âgées à rester actives. Mais les administrations municipales ont aussi leur rôle à jouer pour améliorer l'aménagement des rues, fait valoir Marie-Josée Dupuis, chargée de projet en transport et mobilité à la Table de concertation des aînés de l'île de Montréal (TCAIM). Les marches exploratoires, au cours desquelles les élus, fonctionnaires et organismes locaux et se sont joints aux participants – Les résidants de trois arrondissements ont été sollicités : Ahuntsic-Cartierville, Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et Rosemont-La-Petite-Patrie – ont permis de cibler plusieurs mesures à privilégier : réévaluation du temps de traverse, ajout de bancs, construction de trottoirs plus élargis, d'abribus couverts, d'îlots de repos au milieu des artères, de rampes d'accès pour marchette, etc. Il arrive encore trop souvent que les ingénieurs et urbanistes de la Ville de Montréal ne profitent pas de la réfection d'une rue pour la sécuriser et la reconfigurer. « Comme on le fait valoir dans les rapports de notre démarche, les changements sont souvent simples et peu coûteux : installer de larges saillies au coin des rues, ralentir la limite de vitesse, faire respecter le dégagement de cinq mètres obligatoire aux intersections », croit M. Dupuis. Il déplore que ces méthodes efficaces ne soient pas systématiquement appliquées. Il y a souvent des séances de consultations publiques organisées pour les

REVUE DE PRESSE DE LA COFAQ SUR LA FAMILLE
Semaine du 11 au 17 mai

projets d'urbanisme, ajoute-t-il, « mais les personnes âgées n'ont pas toujours la capacité de s'y déplacer, il faut aller à leur rencontre ». Lien : <http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/439702/sur-la-route-de-la-creativite-pour-faire-sortir-les-aines>.

Univers numérique – Le WEB des enfants passé au crible par Ottawa

Le Devoir, 5/12/2015, A3 (#réf : 6929)

Fabien Deglise

Longueur : Moyen; Catégorie : Enfance

Mots-clés : WEB, Vie privée, Éducation

Le Commissariat à la protection de la vie privée lance un vaste audit des pans du Web qui cible les enfants. L'exercice est mené dans le cadre du Global Privacy Enforcement Network (GPEN), réseau international de surveillance des atteintes à la vie privée, créé en 2007. Il vise à évaluer si « les applications et les sites Web recueillent des renseignements personnels auprès des enfants et, le cas échéant, s'il existe des mesures de protection à cet égard ». Le GPEN veut aussi mesurer l'implication des parents dans ces échanges de données, l'externalisation des données et la manière dont les politiques de collectes et protection des informations personnelles sont exposées à de jeunes internautes. La gratuité des services et applications en ligne s'inscrit dans une nouvelle économie où les données personnelles, collectées bien souvent de manière invisible, forment désormais une nouvelle monnaie d'échange. Ce ramassage de données passe, entre autres, par des « mouchards » capables d'amasser des données anonymes, mais également personnelles sur les internautes et peut générer des profils nominatifs et très précis sur la base de leur déplacement, de leur positionnement géographique, et de leur statut social, par croisement de toutes les données obtenues. L'analyse du Web et des applications mobiles ciblant les enfants que vient de lancer le Commissariat cherche également à faire œuvre d'éducation auprès des concepteurs et développeurs de ces espaces en ligne afin de les inciter à ne plus diluer les intrusions dans la vie privée dans des lignes de codes dont ils sont forcément responsables. L'an dernier, un audit d'applications pour tablettes et téléphones dits intelligents avait permis de mettre en lumière plusieurs failles et dérives faisant peser un risque pour la vie privée, selon le GPEN. Près de 136 applications ont été modifiées dans la foulée de cet exercice, a rappelé lundi le Commissariat par voie de communiqué. Lien : <http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/439816/univers-numerique-le-web-des-enfants-passe-au-crible-par-ottawa>.

Pas de fouilles à nu dans les écoles

La Presse, 5/13/2015, Cyberpresse (#réf : 6931)

Denis Lessard

Longueur : Moyen; Catégorie : Éducation

Mots-clés : Fouilles à nu, Écoles du Québec, Service de police

Les directions d'écoles secondaires ne devraient pas procéder à des « fouilles à nu » de leurs élèves et laisser plutôt ce travail à la police. Un rapport rendu aujourd'hui veut mettre un point final à cette pratique. Plusieurs sources ont indiqué à La Presse que le rapport préconisait qu'on mette un terme à cette pratique de la fouille sur les élèves. « Il y a bien des problèmes avec la façon de faire des commissions scolaires », résume-t-on. Dans les semaines suivant le cas de Neufchâtel, il est apparu que de telles fouilles avaient déjà été effectuées, ailleurs au Québec. Le ministre de l'éducation de l'époque, M. Bolduc avait tiré sa réaction d'un document intitulé « La présence policière dans les établissements d'enseignement ». Cette politique élaborée en 2005, et mise à jour en 2010, confirmait la possibilité pour la direction de procéder à une fouille sur un élève. Nulle part toutefois ne précisait-on une procédure et des limites à ce que l'on pouvait exiger d'un élève. La politique se référait à un jugement de la Cour suprême. À l'époque, les ministères de la Sécurité publique, de l'Éducation, de la Justice et de la Santé et des Services sociaux, ainsi que des corps policiers et diverses associations scolaires avaient participé à la rédaction du document. Lien : <http://www.lapresse.ca/actualites/education/201505/12/01-4869212-pas-de-fouilles-a-nu-dans-les-ecoles.php>.

Un coup de pouce pour les élèves autochtones

Le Devoir, 5/14/2015, A2 (#réf : 6932)

Karl Rettino-Parazelli

Longueur : Moyen; Catégorie : Éducation

Mots-clés : Activités parascolaires, Études secondaires, Autochtones

La participation régulière à des activités parascolaires favorise l'obtention d'un diplôme d'études secondaires (DES) chez les jeunes autochtones vivant à l'extérieur des réserves, révèle une nouvelle étude de Statistique Canada publiée mercredi. Une tendance claire qui n'est cependant pas généralisée, du moins pour l'instant, à l'ensemble des jeunes Québécois. L'étude s'appuyant sur l'Enquête auprès des peuples autochtones de 2012 démontre qu'« il existe une corrélation positive entre la participation à ces activités et l'obtention d'un diplôme d'études secondaires au plus tard à 18 ans ». En 2012, les jeunes hommes autochtones vivant à l'extérieur des réserves qui ont participé à des activités sportives chaque semaine avaient une probabilité de 68 % d'obtenir un DES au plus tard à 18 ans, comparativement à 55 % chez ceux qui ont pris part à moins d'une séance hebdomadaire. Toujours chez les jeunes hommes des Premières Nations, la participation régulière à des activités artistiques augmentait de 16 % les chances de terminer le secondaire dans les délais prescrits (74 %, contre 58 %). Du côté des

REVUE DE PRESSE DE LA COFAQ SUR LA FAMILLE Semaine du 11 au 17 mai

femmes, celles qui ont participé à des activités au sein de clubs ou de groupes chaque semaine étaient plus susceptibles de décrocher leur diplôme au plus tard à 18 ans (77 %) que celles qui se sont limitées à moins d'une séance par semaine (58 %). À partir des données recueillies pendant dix ans auprès de quelque 400 jeunes lavallois, les chercheurs ont toutefois découvert qu'un élève qui prend part à des activités parascolaires n'augmente pas ses chances d'obtenir son DES avant l'âge de 22 ans, ni même de fréquenter le cégep dans les années suivantes. « La promotion d'activités parascolaires est souvent mentionnée comme stratégie pouvant contribuer à prévenir le décrochage scolaire, expliquait-il l'an dernier dans un bulletin publié par le ministère de l'Éducation du Québec. Or, nos résultats ne nous permettent pas d'appuyer cette stratégie, puisque les activités parascolaires ne sont pas associées à l'obtention d'un DES. » Le lien entre activités parascolaires et réussite scolaire observé chez les jeunes des Premières Nations vivant hors réserve est potentiellement généralisé à tous les jeunes Québécois, mais on ne l'a pas encore démontré en somme, explique Mme Anne Sophie Denault, une des responsables de la recherche. Il est cependant clair que de manière générale, les activités parascolaires développent le sentiment d'appartenance des élèves et favorisent les relations avec des groupes d'amis différents. Les élèves en difficulté sont ceux qui en tirent le plus de bénéfices, précise Mme Denault. Pour lire l'article : <http://www.ledevoir.com/societe/education/440053/activites-parascolaires-un-coup-de-pouce-pour-les-eleves-autochtones>.

Le nord du Québec a faim

Le Devoir, 5/16/2015, (#réf : 6933)

Florence Sara G. Ferraris

Longueur : Long; Catégorie : Sécurité alimentaire

Mots-clés : Nord du Québec, Communautés autochtones, Coût de l'épicerie

Au nord du 52e parallèle, à plus de 10 heures de route d'un grand centre urbain, il ne faut pas se surprendre si le kilo de farine se vend le double — quand ce n'est pas davantage — de ce qu'on retrouve plus au sud. En 2011, la Chaire de recherche du Canada sur la condition autochtone comparée nous apprenait qu'en moyenne, un panier de provisions coûtant 100 \$ à Québec revient à 181 \$ au Nunavik. Le prix des denrées, que celles-ci soient périssables ou non, subit les contrecoups de la distance qui sépare ces villes isolées des distributeurs et de la faible concurrence sur place. À Chisasibi, ce sont trois établissements qui se partagent un marché de plus de 5000 personnes, alors qu'à Montréal, on en compte un pour environ 490 individus. Plus au nord, dans les communautés accessibles uniquement par avion, il n'est pas rare qu'une seule épicerie s'occupe de tout l'approvisionnement. Au Canada, on estime qu'environ 8,3 % des ménages vivent en situation d'insécurité alimentaire, selon les plus récentes données de Statistique Canada. Or, les enquêtes menées par l'organisme statistique omettent généralement de leurs résultats globaux les habitants des réserves des Premières Nations

REVUE DE PRESSE DE LA COFAQ SUR LA FAMILLE
Semaine du 11 au 17 mai

même s'ils sont « les plus vulnérables » vis-à-vis de ce problème, soulignait le Conseil des académies canadiennes (CAC) dans son rapport publié en mars 2014 sur la sécurité alimentaire des populations autochtones dans le Nord. Ainsi, selon les dernières données collectées directement dans ces communautés, de 30 à 80 % des ménages autochtones résidants dans le nord du pays affirment avoir été dans une situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave, par exemple en vivant de l'anxiété par rapport à leur prochain repas ou encore en ne pouvant carrément pas s'alimenter pendant toute une journée. Plus la distance entre les centres urbains et les groupes ciblés augmente, plus les témoignages sont fréquents. Des prix plus élevés et une situation socio-économique précaire forcent bon nombre des résidants de ces régions éloignées à se rabattre sur des aliments de moins bonne qualité d'un point de vue nutritionnel. Depuis une vingtaine d'années, ces changements de diète couplés à une consommation accrue d'aliments transformés sont accompagnés de nouvelles problématiques de santé publique, comme le diabète, l'obésité ou les maladies cardiovasculaires. « Ce qu'on voit, c'est une transition nutritionnelle, c'est-à-dire un passage de l'alimentation traditionnelle [chasse, pêche et cueillette] à celle issue du circuit marchand, explique le responsable de la recherche au CISA. Et avec cela, il y a une érosion culturelle. » Dans son rapport, le CAC refuse toutefois de faire la relation de causalité entre cette transition et la multiplication des maladies non transmissibles. Mais sur le terrain, on fait rapidement le lien. Il ne faut pas non plus idéaliser l'alimentation traditionnelle, tempère cependant Chakda Yorn. Avant l'arrivée des épiceries, les autochtones ont connu des famines qui les ont décimés. » Il ajoute qu'une foule de nouveaux facteurs doivent être pris en compte lorsqu'on parle des moyens de subsistance ancestraux. « Ce n'est pas vrai que c'est aussi facile aujourd'hui que ce l'était avant. Les communautés sont plus grosses [juste à Chisasibi, la population est passée de 2000 à 5000 personnes dans les 30 dernières années], les gens manquent de temps et l'accessibilité aux territoires de chasse et de pêche est de plus en plus coûteuse. Les changements climatiques ont également un impact majeur. » Lien : <http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/440254/insecurite-alimentaire-le-nord-du-quebec-a-faim>.

NOTE: *Tous les articles de la revue de presse sont conservés dans leur intégralité pour consultation. Le résumé de chacun des articles tente d'exprimer le contenu et la teneur des propos. La COFAQ n'endosse pas nécessairement les articles; la sélection de ceux-ci est basée sur les sujets d'intérêts pour la famille sans tenir compte de leurs valeurs.*